

MINISTÈRE D'ÉTAT,
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail



ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION
au cœur de la transformation de l'action publique

CONCOURS DIRECT D'ENTRÉE EN 2025
AU CYCLE SUPÉRIEUR DE L'ENA

SESSION : SEPTEMBRE 2024

DEUXIÈME ÉTAPE D'ADMISSIBILITÉ

Deuxième épreuve écrite d'admissibilité

Composition portant sur un **SUJET D'ORDRE GÉNÉRAL**

Date : jeudi 19 septembre 2024 : **Matinée**

Durée : 4 H

Coefficient : 4

SUJET :

« L'immense pouvoir du sport permet de bâtir un monde inclusif et plus pacifique. »

Partagez-vous cette opinion ?

MINISTÈRE D'ÉTAT,
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail



ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION
au cœur de la transformation de l'action publique

CONCOURS DIRECT D'ENTRÉE EN 2025
AU **CYCLE SUPÉRIEUR** DE L'ENA

SESSION : *SEPTEMBRE 2024*

DEUXIÈME ÉTAPE D'ADMISSIBILITÉ

Troisième épreuve écrite d'admissibilité

Composition portant sur un **SUJET DE PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX**

Date : jeudi 19 septembre 2024 : **Après-midi**

Durée : 3 H

Coefficient : 3

SUJET :

La préservation des valeurs culturelles africaines est-elle incompatible avec le développement économique et social ?

MINISTÈRE D'ÉTAT,
MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail



ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION
au cœur de la transformation de l'action publique

**CONCOURS DIRECT D'ENTRÉE EN 2025
AU CYCLE SUPÉRIEUR DE L'ENA**

SESSION : SEPTEMBRE 2024

DEUXIÈME ÉTAPE D'ADMISSIBILITÉ

Première épreuve écrite d'admissibilité

Composition portant sur un **SUJET DE NOTE DE SYNTHÈSE**

Date : mercredi 18 septembre 2024

Durée : 5 H

Coefficient : 5

SUJET :

À partir de ce dossier de quatorze (14) pages, rédigez une note de synthèse de quatre (04) pages au maximum, sans intercalaire.

CONCOURS DIRECT CYCLE SUPERIEUR

Composition portant sur un *SUJET DE NOTE DE SYNTHESE*

Durée : 5 H

SUJET :

A partir de ce dossier de quatorze (14) pages, rédigez une note de synthèse de quatre (04) pages au maximum, sans intercalaire.

Dossier

Emploi & formation



iversity

Excellence

Integrity

Care



À Tunis, la SMU-Mediterranean School of Business, déjà accréditée EPAS et AMBA, va prochainement se lancer dans l'obtention du label AACSB.

ACCÉRÉDITATIONS

Les business schools africaines dans la cour(se) des grands

Quatre ans après l'arrivée de l'agrément panafricain AABS, les écoles de commerce du continent, longtemps en marge des systèmes de reconnaissance internationale, sont engagées dans une quête active de labels adaptés à leurs caractéristiques.

JULIEN WAGNER



« **L**e verdict est officiellement tombé. » Les dirigeants de l'Institut des hautes études de management de Tanger (HEM) ne sont pas peu fiers. En mai, l'établissement est devenu la deuxième école de commerce – après la Henley Business School Africa, en Afrique du Sud – à pouvoir accoler à son blason « le premier label véritablement panafricain », celui de l'Association des écoles de commerce africaines (AABS). Une suite logique pour un institut qui déclarait à *Jeune Afrique* il n'y a pas si longtemps que les exigences des labels internationaux les plus réputés comme AACSB, EQUIS ou AMBA n'étaient « pas adaptées aux pays émergents ». Le label AABS, créé en 2018, compte donc désormais deux écoles accréditées (voir infographie page suivante), et « plusieurs devraient suivre dans l'année qui vient », selon sa directrice exécutive, l'Égyptienne Lana Elramly. En effet, une petite dizaine d'établissements du continent ont postulé et espèrent décrocher cette distinction, gage de sérieux en matière d'enseignement et de formation. Parmi eux, notamment, les trois écoles sénégalaises BEM Dakar, Groupe ISM Dakar et IAM Dakar, mais aussi la nigériane déjà multi-accréditée Lagos Business School.

Lourdeur du processus

« Ce label va se développer, car il répond à une vraie demande des écoles », souligne Omar Thiam, expert international en éducation et ancien directeur au sein des groupes ISM et BEM Dakar. « Il existe depuis quelques années une réelle dynamique des écoles de commerce du continent pour améliorer leurs standards et gagner en reconnaissance à l'international, à travers une quête d'accréditations. Même si certains des critères des grandes accréditations internationales ne correspondent pas toujours au contexte africain. » Ces écueils, Enase Okonedo, vice-présidente de la Pan-Atlantic University, à Lagos, les connaît bien. C'est sous sa houlette que la Lagos Business School a conquis successivement, à la fin des années 2010, les accréditations AACSB et AMBA.

« Pour une école africaine, les obstacles sont notamment les exigences en matière de recherche – ne serait-ce que parce que notre recherche s'attelle avant tout à avoir un impact local plutôt que global –, mais aussi sur le plan de l'ouverture à l'international. Il y a par ailleurs des contraintes financières et de ressources, car ces processus se révèlent très onéreux. »

Le parcours pour le label AACSB coûte par exemple autour de 30 000 dollars sur deux à trois ans, et Omar Thiam estime qu'une accréditation mobilise « une personne à temps plein et trois personnes à temps partiel pendant toute la durée du processus ». À cela s'ajoutent les visites des évaluateurs, dont il faut payer les billets d'avion et l'hébergement. Si, au bout du parcours, l'accréditation est refusée, tout est à recommencer. Quand le résultat est positif, l'école doit s'acquitter d'une cotisation annuelle pendant toute la

Avantage
« **Le label permet d'attirer les meilleurs étudiants et de nouer des partenariats avec d'autres grandes écoles.** »

durée de validité du label, de trois à cinq ans généralement. Dans le cas d'AACSB, valable cinq ans, cette cotisation se chiffre à 5 950 dollars par an.

Malgré la lourdeur du processus, Enase Okonedo, est formelle : le jeu en vaut la chandelle. « Ces accréditations nous permettent d'attirer les meilleurs étudiants et de nouer des partenariats avec d'autres grandes écoles. » Un constat manifestement partagé. Sur la vingtaine d'écoles que nous avons contactées pour cette enquête, plus de la moitié ont une procédure d'accréditation en cours. Ainsi, la BGFI Business School de Libreville (BBS), déjà accréditée AMBA, est en passe d'obtenir la certification ISO21001 : 2018. L'école Saint-Jérôme Management Sciences and Business School, à Douala, est en cours de procédure avec l'AACSB et

envisage de se lancer dans l'accréditation CAMES. De son côté, l'École supérieure algérienne des affaires (ESAA), qui n'est pas encore accréditée, s'est engagée à la fois dans la procédure EPAS et dans la course à la certification ISO21001 : 2018. « Dès que nous aurons obtenu l'ISO, nous nous engagerons dans un processus de certification avec le ministère algérien de l'Éducation », précise Mounia Mir, chargée de projet à l'ESAA.

Amélioration continue

« Les écoles de commerce africaines ont désormais une véritable stratégie en la matière », témoigne Lana Elramly, qui, avant de diriger AABS, pilotait le service dévolu aux accréditations à l'Université américaine du Caire. « Elles font des études de marché, comparent les coûts et les avantages, identifient celles qui sont plus ou moins difficiles à obtenir selon leur contexte propre. Certifications, accréditations, classements... C'est tout un marché. » « L'élaboration de notre plan date d'il y a deux ans, confirme ainsi Mounia Mir. On a évalué, benchmarké, assisté à des conférences, puis nous avons choisi le parcours qui nous semblait le plus adapté. Nous nous inscrivons dans une démarche d'amélioration continue et de positionnement au niveau international. »

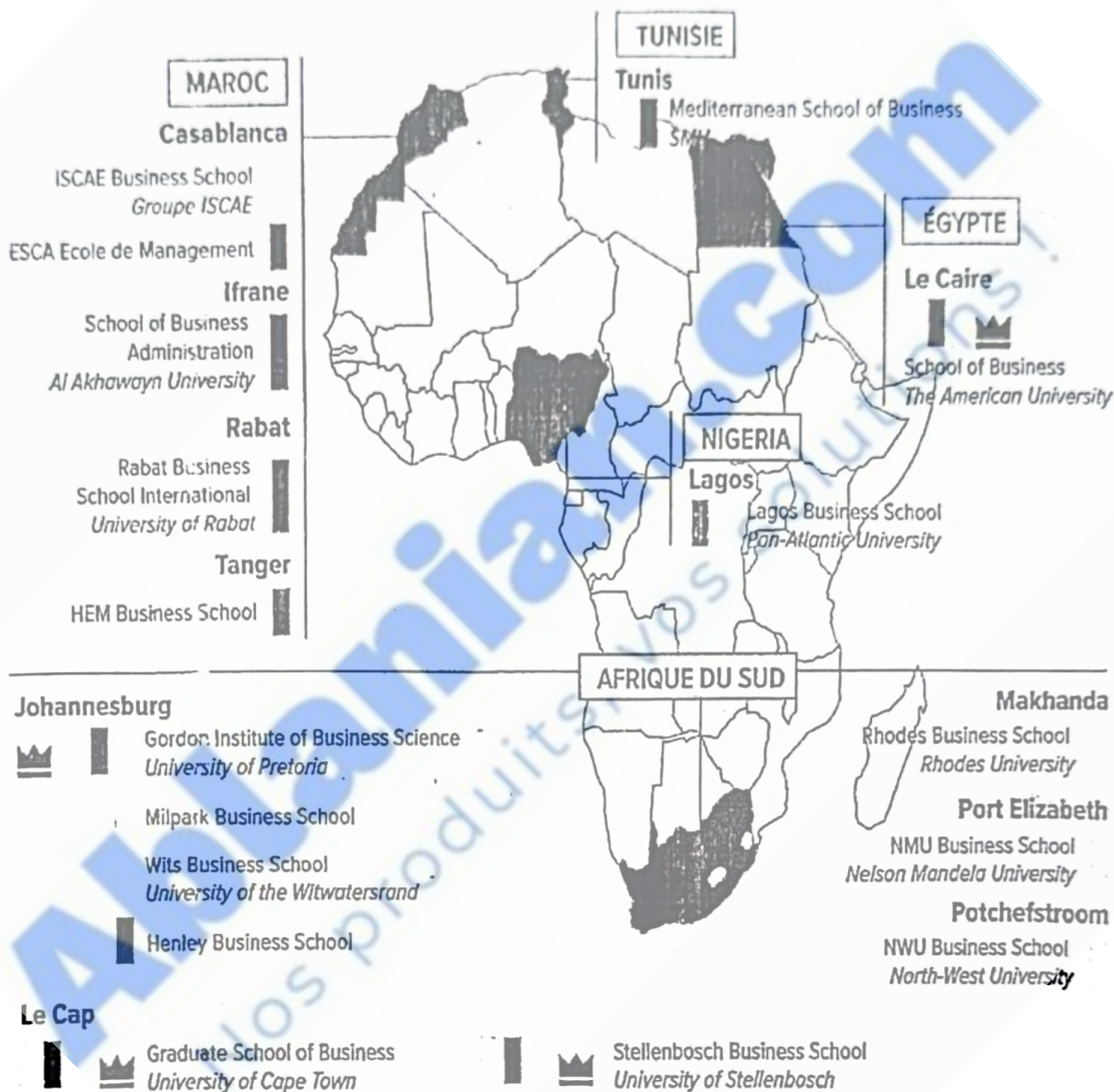
Même démarche pour l'Esprit Business School, à Tunis, – membre de Honoris United Universities –, qui en est encore au début du processus. « On compare les différentes accréditations en fonction d'un certain nombre de critères », explique son directeur, Faouzi Kamoun, pour qui les priorités sont l'employabilité et l'innovation pédagogique. C'est pourquoi il préfère concentrer ses efforts sur « les accréditations qui accordent davantage d'importance à l'enseignement qu'à la recherche », comme AACSB. Toujours à Tunis, la SMU-Mediterranean School of Business a déjà une longue expérience en la matière. La doyenne, Leïla Triki, elle-même membre du jury pour AMBA, connaît son sujet sur le bout des doigts. SMU est ainsi déjà accréditée EPAS et AMBA, et va prochainement se lancer dans

DOSSIER EMPLOI & FORMATION

l'obtention d'AACSB. Et après ? « Nous avons désormais acquis un statut sur le plan de l'enseignement. Aujourd'hui, nous sommes dans une autre phase stratégique, où nous allons essayer d'ajouter à nos formations un volet recherche. »

En fin de compte, pour une école africaine en début de parcours, le chemin paraît mieux fléché et plus accessible qu'avant. « Le pari gagnant pour une école, me semble-t-il, c'est de se mesurer aux standards nationaux puis de tenter AABS avant d'aller

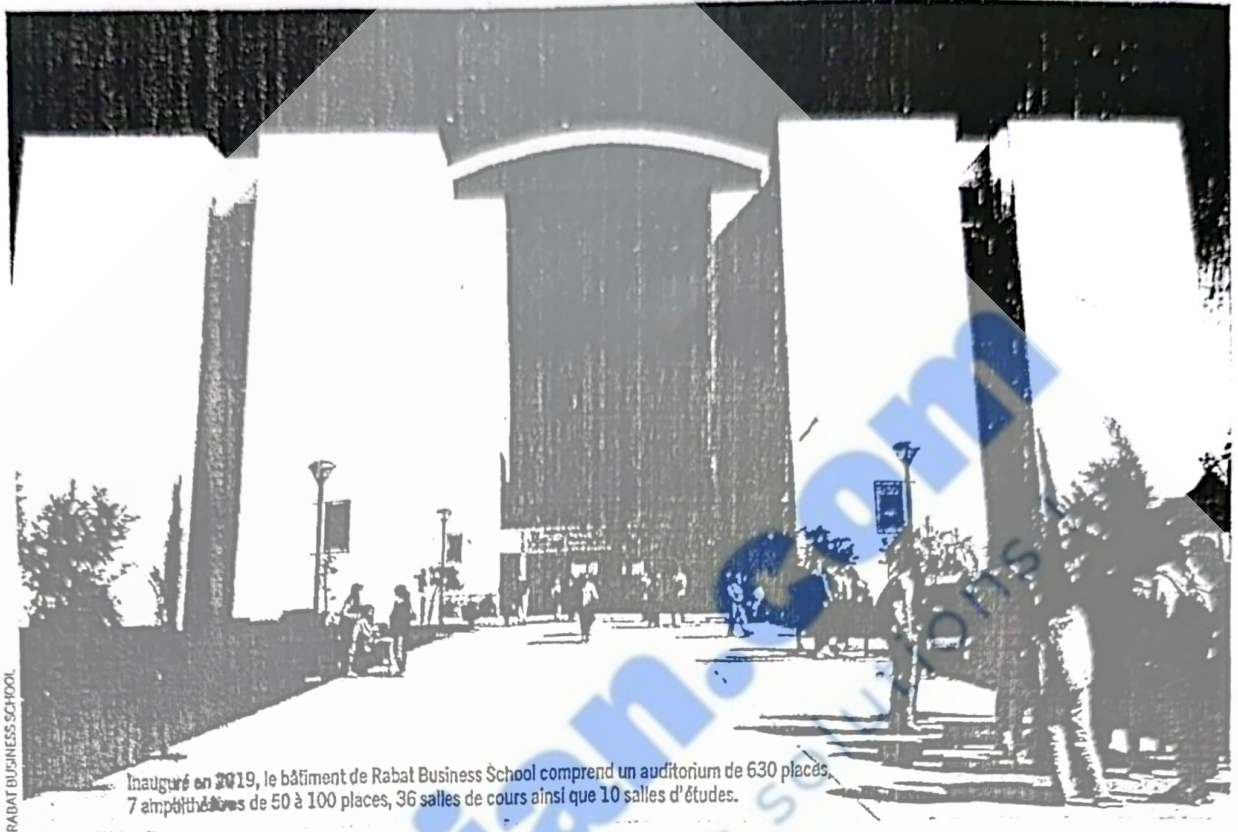
chercher des accréditations internationales plus compliquées », conseille Omar Thiam. Mais quelle que soit la méthode choisie, « les processus d'accréditation sont un bon moyen d'élever le niveau des standards africains », conclut Enase Okonedo. ●



Accréditation	AACSB	EPAS	AABS
Délivrée par	Association to Advance Collegiate Schools of Business Tampa, États-Unis	European Foundation for Management Development Bruxelles, Belgique	Association of African Business Schools Johannesburg, Afrique du Sud
Nombre d'écoles en Afrique parmi les accréditations totales	12/260	7/950	4/207
		2/140	2/2
		« Triple couronne » : trois accréditations	

3

DOSSIER EMPLOI & FORMATION



RABAT BUSINESS SCHOOL

Inauguré en 2019, le bâtiment de Rabat Business School comprend un auditorium de 630 places, 7 amphithéâtres de 50 à 100 places, 36 salles de cours ainsi que 10 salles d'études.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Olivier Aptel

Directeur général de Rabat Business School

« Nous offrons une alternative crédible aux masters européens ou américains »

Affiliée à l'Université internationale de Rabat, l'école de commerce marocaine vient de faire son entrée dans le prestigieux classement du *Financial Times*.

BILAL MOUSJID

Publié au mois de septembre, le très attendu classement du *Financial Times* des 100 meilleurs masters de management dans le monde compte pour la première fois une école de commerce purement africaine, et non pas le campus en Afrique d'une

école internationale : Rabat Business School y occupe la 86^e position, côtoyant des institutions renommées comme HEC Paris ou London Business School.

Créée en 2010 en même temps que l'université internationale de Rabat, à laquelle elle est affiliée, l'école

dépend à 98 % des financements privés, notamment des frais d'inscription. Y étudier une année coûte de 70 000 dirhams (environ 6 400 euros) en licence à 74 000 dirhams en master. Près d'un tiers des étudiants sont boursiers et voient leurs frais de scolarité acquittés par l'État.

DOSSIER EMPLOI & FORMATION

Jeune Afrique a interrogé son directeur général, Olivier Aptel.

Jeune Afrique : Après avoir décroché l'accréditation de l'Association to Advance Collegiate Schools of Business (AACSB), au mois de novembre 2020, Rabat Business School est la première école de management purement africaine à intégrer le classement très sélect du Financial Times. Pourquoi était-ce important pour vous ?

Olivier Aptel : Cela signifie que nous avons construit une institution incarnant une alternative crédible pour des étudiants qui, autrefois, étudiaient en Europe ou en Amérique du Nord.

Au-delà du sentiment de fierté, cela va apporter à l'école de la notoriété, au moment où nous voulons porter le nombre total de nos étudiants de 2200 par an actuellement à 3000 en 2026.

Nous souhaitons voir notre marque diffusée dans le monde entier. Déjà 11 % de nos étudiants sont d'origine étrangère, parmi lesquels beaucoup viennent d'Afrique subsaharienne, et nous en accueillons aussi dans le cadre d'échanges avec des écoles partenaires, comme HEC Montréal, Neoma Business School, l'université de Bonn ou encore l'université de Murcie.

Quels atouts ont permis à Rabat Business School de se distinguer ?

D'abord, son caractère international. Plus des deux tiers de nos

professeurs – qui sont permanents et non vacataires – viennent d'une vingtaine de pays différents. Ils ont pour langue commune l'anglais – langue par excellence pour qui veut apprendre le management – mais amènent aussi, chacun en fonction de son parcours et de sa nationalité, des angles de vue particuliers sur leurs disciplines.

En outre, le principal critère de recrutement de ces professeurs est leur production scientifique. Titulaires d'un doctorat, ces chercheurs continuent de publier. Rabat Business School est d'ailleurs, en Afrique, l'école de commerce qui publie le plus d'articles dans des revues à comités de lecture. C'est la garantie d'avoir des enseignements qui sont à jour.

Enfin, nous nous attachons à définir des programmes qui couvrent l'ensemble des thématiques correspondant aux besoins de l'entreprise et nous insistons sur la connexion avec cette dernière à travers la formation de dirigeants. Pour jouer un rôle de leadership sur un continent, c'est incontournable.

Intégrer ce classement a-t-il été difficile ?

C'était notre deuxième candidature – cela n'avait pas fonctionné l'année dernière. Entre-temps, nous avons renforcé certains ratios liés à l'école, notamment l'internationalisation. Mais, surtout, nous avons bénéficié de la mobilisation de nos alumni.

Pour faire partie du classement, une école doit d'abord être accréditée soit par l'AACSB soit par l'Equis

[European Quality Improvement System; lire p. 146], ce qui constitue un premier filtre. Mais elle doit aussi avoir des diplômés qui, trois ans après la fin de leur cursus, répondent en anglais à une enquête longue d'une vingtaine de pages. Cela permet de mesurer leur engagement vis-à-vis de leur institution et d'évaluer le « produit fini » au niveau des salaires, des postes, des positions... Pour beaucoup d'écoles, cela représente un frein à l'intégration du classement, car leurs alumni ne les suivent pas forcément.

« Nos professeurs, tous titulaires d'un doctorat, sont principalement recrutés sur leur production scientifique. »

Justement, que sont devenus vos anciens étudiants ?

Beaucoup de titulaires de master intègrent des cabinets comme Deloitte ou Capgemini, ou occupent des postes d'analystes de données, qui sont de plus en plus nombreux. Mais aucune dominante ne se démarque : toutes les fonctions importantes de l'entreprise sont représentées, du marketing à la finance de marché ou d'entreprise en passant par la gestion de la chaîne logistique ou les ressources humaines. ●



CONTACT
+33(0)253.6184.68
admissions@istom.fr



**INGÉNIEUR POUR
LA TRANSITION AGRO-ÉCONOMIQUE**

AGRONOMIE | AGROALIMENTAIRE | ENVIRONNEMENT | DÉVELOPPEMENT | AGROÉCOLOGIE | EAU



Ecole
supérieure
d'agro-
développement
international

100% INGÉNIEUR INTERNATIONAL

DOSSIER EMPLOI & FORMATION

CAPITAL-INVESTISSEMENT

Et si les étudiants étaient un bon placement ?

Les fonds d'investissement internationaux se tournent de plus en plus vers la formation post-bac, rendue attractive par des perspectives démographiques porteuses.

MAUREEN SONGNE



SYLVAIN CHERVADOU POUR JA

Au sein de l'Institut supérieur de management (ISM) de Dakar, l'un des établissements les plus réputés d'Afrique de l'Ouest.

Au troisième trimestre de cette année, African Leadership Group a finalisé l'acquisition de la plateforme de Holberton, une école de codage née dans la Silicon Valley. La transaction, annoncée le 13 juillet et dont le montant n'a pas été révélé, doit permettre à la plateforme africaine de former annuellement jusqu'à 200 000 étudiants du continent dans les domaines du génie logiciel, de la science des données, du *cloud*

computing ou encore de la cybersécurité. Son fondateur, le Ghanéen Fred Swaniker, compte sur cette acquisition, désormais intégrée à sa plateforme d'apprentissage ALX, pour former un vivier de talents de la tech. Un pari sur les jeunes générations que font aussi, depuis le milieu des années 2010, des capital-investisseurs internationaux, comme les britanniques Development Partners International (DPI) et Actis, le français Téthys Invest ou l'Office d'investissement

du régime de pensions du Canada (CPPIB), qui se sont positionnés sur le secteur de la formation post-bac en Afrique.

Il s'agit, principalement, de rachats ou de prises de participation dans des écoles préexistantes. Ainsi, en 2017, Actis s'est engagé auprès du groupe panafricain Honoris Universities, qui compte 11 établissements et groupes, parmi lesquels la Regent Business School, à Durban (Afrique du Sud), la Nile University of Nigeria, à →

DOSSIER EMPLOI & FORMATION

→ Abuja, ou encore l'École marocaine des sciences de l'ingénieur (EMSI), à Casablanca. En 2020, Galileo Global Education, leader mondial de l'éducation supérieure dans le privé, a finalisé un nouveau tour de table réunissant majoritairement, et pour la première fois, des investisseurs institutionnels, BPI France et le CPPIB. Trois ans plus tôt, le groupe français faisait son entrée en Afrique en ajoutant à son portefeuille l'Institut supérieur de management (ISM) de Dakar, au Sénégal. De son côté, KMR Holding Pédagogique, groupe d'enseignement supérieur marocain actionnaire de l'Université privée de Marrakech, de l'École supérieure de gestion (ESG) de Casablanca et, plus récemment, de l'école d'ingénieurs Junia (ex-Yncréa Maroc), a ouvert son capital en 2014 au capital-investisseur panafricain DPI (basé à Londres), et en 2017 au britannique Helios.

Visibilité à très long terme

La raison principale de cet engouement ? Des tendances démographiques porteuses qui font du continent un marché convoité. Selon l'ONU, en 2050 l'Afrique comptera 362 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans, et 20 millions d'entre eux entreront chaque année dans la vie active. Une jeunesse qu'il faudra former au sein de structures adéquates avant d'aborder les questions d'employabilité. « Le secteur public ne pourra pas tout absorber. Nous devons être présents pour offrir ce service complémentaire », déclare à *Jeune Afrique* Kamil Senhaji, vice-président des marchés émergents et des nouveaux territoires au sein de Galileo Global Education. Dans le domaine de l'éducation, les besoins sont en effet énormes. « Avant le Covid-19, les estimations montraient qu'en Afrique nous avons besoin de 40 milliards de dollars par an pour combler le déficit de financement du secteur d'ici à 2030, et ce chiffre va augmenter après la pandémie », annonçait en août 2021 Beth Dunford, vice-présidente pour l'agriculture et le développement social et humain à la BAD.

Mais, si Galileo assure vouloir se développer en Afrique, aucun investissement en direction du continent

ne figure dans le milliard et demi d'euros d'engagements pour son réseau annoncé en février 2022. Comptant actuellement 55 établissements installés au sein de 85 campus dans une vingtaine de pays, l'actionnaire de l'ISM Dakar vise dans l'immédiat l'acquisition d'écoles en Angleterre, en Espagne et au Mexique. Selon Kamil Senhaji, le renforcement de la présence de Galileo en Afrique passera d'abord par l'extension de l'ISM, fondé en 1997 par Amadou Diaw, dans la perspective d'en faire un « hub important », avec la construction d'un campus de 13 000 m² au cœur de Dakar. Un projet qui doit être finalisé d'ici à 2024. Pour la suite,

« Pour combler son déficit de financement d'ici à 2030, le secteur a besoin d'au moins 40 milliards de dollars par an. »

l'investisseur français a notamment identifié comme marchés potentiels le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Maroc, le Nigeria, l'Afrique du Sud, ainsi que la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda. De son côté, avec Honoris, plus grand réseau africain d'enseignement supérieur, Actis s'emploie à développer et à renforcer ses capacités via la méthode *buy and build* : le groupe fait passer sous son contrôle des universités ayant exprimé le désir de se développer, avant d'investir dans les infrastructures (nouveaux bâtiments, création de campus...) autant que dans la formation proprement dite (digitalisation des programmes, partenariats internationaux...). Il compte aujourd'hui 15 institutions et a formé plus de 61 000 étudiants sur le continent.

« Notre but est de devenir le choix d'université numéro un pour la prochaine génération d'étudiants à travers l'Afrique », explique à *JA* Rick Phillips, responsable du département *private equity* au sein d'Actis. « Nous avons actuellement des opérations dans 10 des 54 pays que compte le continent, et notre

intention est d'améliorer ce ratio au cours des cinq prochaines années », poursuit notre interlocuteur. Si le montant de la prise de participation majoritaire dans Honoris n'a jamais été dévoilé – il se chiffrerait en « centaines de millions de dollars », selon Rick Phillips –, le capital-investisseur britannique assure avoir misé 500 millions de dollars dans l'éducation en Afrique, au Brésil et en Chine. Pour Actis comme pour les actionnaires de Galileo Global Education que sont le CPPIB, Téthys Invest, le fonds d'investissement de la famille Bettencourt-Meyers, le fonds britannique Montagu Private Equity et BPI France, l'engagement dans l'éducation supérieure en Afrique sera de longue durée, sans sortie de capital en vue. « Étant donné la nature de nos actionnaires institutionnels, nous avons de la visibilité à très long terme et nous ne fonctionnons pas comme un fonds classique où il pourrait y avoir ce souci de rentabilité forte et court-termiste », assure Kamil Senhaji, pour qui Galileo Global Education est un « acteur industriel de l'éducation ».

Vers une introduction en Bourse ?

Du côté d'Honoris, Rick Phillips n'exclut pas, « en temps voulu », une introduction en Bourse. En attendant, chaque directeur d'établissement qui rejoint le groupe est invité à en devenir actionnaire. L'aventure africaine des fonds d'investissement dans l'enseignement supérieur reste cependant semée d'embûches. Parmi les défis : un très lourd processus bureaucratique pour l'obtention des accréditations internationales, le recrutement de professeurs en nombre suffisant et le coût des formations, qu'il faut rendre accessibles au plus grand nombre. Dans son rapport d'impact 2017-2021, Honoris identifie également comme risque principal le « maintien de liquidités suffisantes pour résister à tous les types d'événements difficiles », tels ceux liés à une instabilité politique et sociale pouvant entraîner la volatilité des devises locales. Un contexte délicat qui n'a pas empêché Honoris d'annoncer, en janvier, l'acquisition d'un nouvel établissement : l'école de mode sud-africaine Fedisa. ●



MOHAMMED VI
POLYTECHNIC
UNIVERSITY



*Empower Talents,
Empower Africa*

L'Université Mohammed VI Polytechnique est un pôle de recherche, d'innovation, d'éducation et d'entrepreneuriat, qui aspire à devenir un pont solide entre le Maroc, l'Afrique et le monde.



L'UM6P applique une approche de formation par la pratique, le "Learning by Doing", et développe de solides partenariats avec des universités de classe mondiale, afin de promouvoir le leadership et la formation dans des domaines de recherche ciblés.

En contribuant à la formation d'une nouvelle génération de chercheurs, d'entrepreneurs et de leaders, l'UM6P s'engage à positionner le Maroc

et l'Afrique à la pointe de la technologie et des sciences humaines.

L'Université Mohammed VI Polytechnique aspire à devenir une université de classe mondiale, engagée, et activement impliquée dans la formation de leaders dans les domaines des sciences, de la technologie, des sciences humaines et de l'administration des affaires.

8

TRANSPORT AÉRIEN

Pilotes, ces oiseaux rares

Dans un contexte mondial de pénurie de main-d'œuvre, les compagnies du continent, souvent moins séduisantes pour les professionnels internationaux, ont plus que jamais besoin de disposer de leur propre vivier de talents.

NELLY FUALDES

« **L**a demande de pilotes dépassera l'offre dans la plupart des régions du monde entre 2022 et 2024 – et continuera de s'aggraver au cours de la prochaine décennie. Nous prévoyons que l'aviation mondiale manquera de près de 80 000 pilotes d'ici à 2032 », écrivent Geoff-Murray et Rory Hellakka, associés du cabinet de conseil américain Oliver Wyman, dans une note datée de juillet. Pour l'instant, cette pénurie touche essentiellement les États-Unis, qui ont usé et abusé des licenciements et des mises à la retraite anticipée au plus fort de la crise du Covid, et qui font face à une reprise plus rapide que prévu. Mais la situation finit par se répercuter en Afrique où, « le nombre de pilotes locaux étant inférieur aux besoins, la

plupart des compagnies ont massivement recours à des pilotes expatriés », comme l'explique à *Jeune Afrique* Romain Ekoto, responsable de l'aviation à la Banque africaine de développement (BAD).

« Aux États-Unis, en Europe, l'aéronautique recrute de nouveau à tour de bras, mais la pénurie de talents contraint à une surenchère salariale, et les entreprises débauchent à qui mieux mieux les salariés de la concurrence. Il est difficile pour les sociétés africaines de rivaliser », relève Alexandra Guillot, spécialiste du recrutement dans le secteur aérien, établie au Cap. Même si les contrats sont très disparates d'une compagnie à l'autre – et parfois au sein d'une même compagnie –, les transporteurs africains offrent, en moyenne, des salaires moins élevés que leurs

homologues en Occident. « Elles attirent néanmoins deux profils de pilotes : des seniors en deuxième partie de carrière ou de tout jeunes diplômés, qui voient cette expérience comme un tremplin à la suite de leur parcours », détaille Romain Ekoto.

Ambitieux programme ivoirien

« Conscientes qu'elles ne peuvent rivaliser sur le plan salarial, les compagnies africaines cherchent à attirer les candidats avec d'autres arguments, notamment les avantages matériels – par exemple une maison – dont ils pourraient bénéficier », explique un spécialiste. Cependant, dans un contexte de tension, elles devront aussi passer à la caisse pour conserver leurs professionnels, notamment les expatriés, plus mobiles que la main-d'œuvre locale (*lire encadré*). Les seules compagnies à échapper à cette mécanique implacable sont celles qui ont pu former leur propre personnel. Ethiopian Airlines (EA), avec l'emblématique Ethiopian Academy, en est l'exemple le plus probant. On peut s'y former en maintenance aéronautique en vingt-deux mois, pour 24 100 dollars (logé, nourri, blanchi), y obtenir sa licence de pilote commercial (vingt mois de formation, 70 000 dollars) ou devenir membre d'équipage en quatre mois moyennant 5 400 dollars.

Les 4 000 étudiants (toutes formations confondues) d'Ethiopian Academy contribuent d'abord à alimenter une compagnie en continue expansion. Les modules sont également ouverts aux inscriptions indépendantes et aux étudiants sponsorisés par des compagnies



Ethiopian Airlines est l'une des seules compagnies africaines à disposer de son propre centre de formation.

DOSSIER EMPLOI & FORMATION

étrangères, mais ils sont adaptés à la flotte du pavillon éthiopien : si toute la gamme Boeing y est représentée, ainsi que les Bombardier, aucun module n'est consacré aux Airbus A220 ou A330 choisis par Air Sénégal ou Air Côte d'Ivoire, ou encore aux Embraer, largement présents dans les flottes du nigérian Air Peace, de Kenya Airways et du sud-africain Airlink.

← Pour pallier ce problème, Air Côte d'Ivoire, épaulé par la BAD (dont elle a reçu un prêt de 3,5 millions d'euros) et Airbus (qui a accepté en juin 2018 de s'engager à hauteur de 3,6 millions d'euros), a lancé dès 2017 un ambitieux programme de 12,9 millions d'euros visant à former, sur la période 2017-2026, 77 pilotes et 120 techniciens. Objectif affiché : passer de 20 % à 60 % de pilotes et de techniciens locaux. La phase théorique de ce programme est assurée par l'Institut national polytechnique Félix-Houphouët-Boigny, et les candidats se rendent en Belgique pour le volet pratique, confié à Belgian Flight School. Trente et un pilotes et 22 techniciens ont déjà bénéficié du programme, selon le ministre ivoirien des Transports, Amadou Koné. Ils s'ajoutent à la dizaine de pilotes ivoiriens formés à l'étranger et déjà employés par la compagnie, précisait en octobre à JA le PCA du pavillon national, le général Abdoulaye Coulibaly. Le Plan Sénégal émergent prévoit également la création d'un centre de formation pour Air Sénégal, tandis qu'à Zaria, dans l'État de Kaduna, le Nigerian College of Aviation Technology propose des formations dans tous les domaines du secteur.

Formation-technicité-expérience

« La Royal Air Maroc maintient aussi un niveau très élevé de qualification pour son personnel, même si elle a externalisé la formation, auparavant assurée par la RAM Academy », relate Ibra Wane, ancien cadre du pavillon marocain, désormais directeur général d'Aviation & Compagnies (Groupe Avico). Selon lui, à l'exception de ces deux compagnies et d'Egyptair, le continent souffre d'un manque criant de formation « à tous les niveaux, tant dans les airs

qu'au sol et au sein des bureaux ». « C'est un point essentiel, bien souvent négligé, qui explique en grande partie les échecs répétés des compagnies aériennes dans nos pays, martèle-t-il. Les problèmes conjoncturels comme l'inflation et le prix du carburant concernent tout le monde. Mais les compagnies qui veillent aux

« Il suffit de quelques centres bien outillés et stratégiquement situés pour irriguer tout le continent. »

compétences métiers – c'est-à-dire au triptyque formation-technicité-expérience – ont pu les dépasser et s'assurer une certaine longévité », poursuit-il, jugeant qu'aujourd'hui ce sont « Askya et Air Côte d'Ivoire qui suivent les traces de leurs "aînés" et assurent avec intelligence et pragmatisme le maintien et le

développement de la maîtrise des fondamentaux du transport aérien ».

« Il n'est pas besoin que chaque compagnie ait son propre centre de formation », estime Ibra Wane, selon lequel « il suffit de quelques centres bien outillés et stratégiquement situés pour irriguer tout le continent ». « Si les compagnies apprennent à collaborer pour envoyer leurs personnels à la RAM, chez Ethiopian ou encore sur les simulateurs Airbus en Afrique du Sud, elles verront leur budget de formation diminuer considérablement. Cela vaut aussi pour la maintenance, l'achat de pièces détachées ou la négociation face aux avionneurs », assure cet ancien d'Air Afrique, qui rappelle que la défunte compagnie gérait ses propres centres de formation pour certains métiers de l'aéronautique, tant pour elle-même que pour d'autres compagnies, et dotait les pilotes de bourses afin qu'ils suivent une formation à l'étranger. « Il y a encore, sur le terrain, des anciens d'Air Afrique capables de former en interne les nouvelles générations, mais ils sont de moins en moins nombreux », constate Alexandra Guillot. ●

« L'UBUESQUE PARADOXE »
DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Texte Para

En 2017, l'Airline Association of Southern Africa (AASA) s'inquiétait d'une pénurie de compétences risquant de mettre à mal le développement d'un secteur aérien florissant. Mais le Covid-19 a fait des ravages dans la région, ayant eu raison de Comair-Kulala et d'Air Namibia, tandis que South African Airlines est passé de 80 à 4 avions, et que sa filiale à bas coût Mango est clouée au sol depuis plus d'un an, laissant des

milliers de personnels sur le carreau. Si ces professionnels semblent pour l'heure avoir le choix entre l'exil et la reconversion, la mobilité géographique ne va pas de soi, témoigne la consultante Alexandra Guillot depuis Le Cap. « Outre la question des visas, les licences des pilotes et des ingénieurs posent aussi problème, car elles sont délivrées par les autorités civiles nationales et ne sont pas forcément reconnues

hors des frontières. » Conséquence, « on se retrouve dans une situation ubuesque, avec des gens qualifiés et expérimentés de ce côté-ci du monde, sans travail, et en Europe ou aux États-Unis, de plus en plus de postes qui ne trouvent pas preneurs », relate l'experte en recrutement. Si les départs vers les pays du Golfe semblent plus faciles, Alexandra Guillot constate surtout un départ massif vers d'autres industries. ● N.F.

10

BBS

l'école de la banque

DES FORMATIONS D'EXCELLENCE
POUR UNE AFRIQUE QUI GAGNE

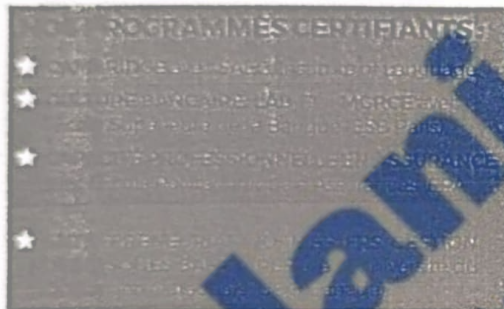
Entité d'un des meilleurs groupes bancaires africains, BBS, l'école supérieure de la banque est une business school qui se positionne comme partenaire idéal de l'entreprise moderne. Ses deux pôles d'activité, formation diplômante et formation continue, permettent à l'école de répondre aux attentes des étudiants et des entreprises.

DES FORMATIONS POUR TOUS !

Créée dans le but d'améliorer les compétences des équipes du Groupe BGFIBank, BBS, l'école supérieure de la banque, a ouvert en 2012 ses formations à la jeunesse afin de former des profils compétents, opérationnels et compétitifs.

BBS offre ainsi une gamme complète de formations adaptées aux différentes étapes du cycle professionnel :

- Le pôle formation continue propose des formations modulaires ou sous forme de séminaire à la carte destinées aux professionnels du Groupe BGFIBank et ceux des autres entreprises, tout secteurs d'activité confondus.
- Le pôle formation diplômante prépare les étudiants aux licences et masters professionnels dans les domaines de la banque, de l'assurance, de la comptabilité, contrôle et audit, de la finance, de l'entrepreneuriat et du développement commercial ainsi que du droit de l'entreprise.
- Des programmes certifiants et diplômes délocalisés délivrés en collaboration avec des universités et des organismes de formation de renommée internationale, grâce aux partenariats signés.



NOS DIPLOMES DE

PARTENARIAT AVEC L'ECOLE SUPERIEURE DE LA BANQUE (ESB PARIS)
MBA EN FINANCE & GLOBAL LEADERSHIP AVEC LA SWISS SCHOOL OF MANAGEMENT (SSM)

5^{ème}
AU CLASSEMENT
JEUNE AFRIQUE
DES UNIVERSITES
AFRIQUES
RESEAUX AFRIQUE
EN 2022

Un impact à forte valeur ajoutée pour le continent

Les formations dispensées impactent très fortement les organisations qui embauchent les diplômés et l'économie continentale dans son ensemble :

- **Des ressources jeunes et opérationnelles.** Les performances remarquables des diplômés de BBS permettent à ces derniers d'accéder rapidement à des postes de responsabilités au sein des différentes entreprises.
- **Un des meilleurs taux d'insertion des diplômés en Afrique subsaharienne.** En moyenne, 86% de nos étudiants sont recrutés moins d'un an après l'obtention de leur diplôme.
- **Une communauté d'alumni multiculturelle.** Originaires d'une dizaine de pays, les diplômés de BBS exercent dans les cinq continents, formant ainsi l'un des réseaux d'alumni les plus actifs.
- **Un capital humain de qualité pour l'entreprise africaine.** Les salariés des entreprises ont accès à nos programmes certifiants et diplômes délocalisés tout au long de leur carrière. De même, des formations à la carte permettent aux entreprises de renforcer les compétences des professionnels dans divers secteurs d'activités.

86%
TAUX
D'INSERTION
DES DIPLOMÉS
EN 2022

BBS, l'école de la banque
Quartier Saint Benoît, BP : 20172 Libreville, Gabon
+241 11 78 26 85 | +241 78 54 74 67
Contact : info@bbsl.com | www.bbs-school.com



S&S

UNIVERSITÉ

Muhindo Nzangi sur le front de la réforme

« Révolutionner les facultés et éradiquer « les cantines à diplômes à tout prix ». C'est l'objectif que s'est fixé le ministre congolais, malgré la grogne des enseignants.

MAHER HAJBI

Depuis sa nomination à la tête du ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), en avril 2021, Muhindo Nzangi fait face à des dossiers sensibles : dégradation du système de l'enseignement, mauvaise gestion des institutions universitaires, fronde des enseignants...

La mission est « complexe », reconnaît ce fils de pêcheur diplômé en économie et développement de l'Université catholique du Graben (établissement privé), en République

démocratique du Congo, qui affiche cependant la ferme volonté de faire face.

Serein et méthodique, l'ancien député national du Nord-Kivu et de Kinshasa ne veut laisser aucune place au hasard pour réussir là où ses prédécesseurs ont échoué. Rien de moins. « Tous ont essayé de faire évoluer les choses malgré la résistance au changement », admet Muhindo Nzangi dans un entretien à *Jeune Afrique*. Mais lui ira « jusqu'au bout », assure-t-il.

Exit le laxisme et la corruption

Pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et faire appliquer les réformes, le ministre de 40 ans répertorie les priorités : lutte contre les antivaleurs, numérisation du secteur et optimisation des conditions sociales des enseignants. Exit le laxisme, la corruption massive, la vente obligatoire des supports de cours ou « le blanchiment des diplômes » dans les universités congolaises, promet-il, assurant que tout abus signalé fera l'objet d'enquêtes approfondies et de sanctions.

Annoncée en fanfare en 2014, l'introduction du régime licence-master-doctorat (LMD) a été actée lors de la rentrée académique de 2021. « Le système LMD a été généralisé dans toutes les universités à

partir de l'année de recrutement 2021-2022 », souligne le ministre, qui se targue du développement de maquettes pédagogiques pour toutes les filières en un temps record grâce à l'engagement des enseignants et à des formations en cascade.

Adepte des formules chocs à chaque sortie médiatique – « crise des valeurs », « cantines à diplômes à tout prix », « corruption généralisée »..., Muhindo Nzangi veut sonner la fin de la récréation dans l'optique de stimuler l'employabilité des jeunes diplômés. « Pour imposer la discipline, il faut passer par les méthodes les plus fortes, car sans rigueur il n'y aura pas d'enseignement de qualité », insiste-t-il.

Ainsi, après un audit du système de l'enseignement en 2021, auquel contribuèrent recteurs d'universités, publiques et privées, et responsables des institutions supérieures, plusieurs établissements – publics et privés – jugés « non conformes » ont été contraints de fermer leurs portes, leurs actes juridiques leur ayant été retirés.

« Avec nos différentes équipes, nous avons réussi à réaliser la cartographie universitaire du pays, après des mois de travail intense, pour mettre fin à la prolifération des établissements supérieurs non viables pour les étudiants », se félicite le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire, selon qui « un système de monitoring a été mis en place pour remédier aux maux systémiques qui ont rongé le secteur ces dernières années ».



PRESSE MINISTÈRE ESU

12

DOSSIER EMPLOI & FORMATION

Les établissements universitaires n'ont pas seulement été inclus dans une banque de données. Une bibliothèque numérique a été mise à leur disposition : désormais, étudiants et enseignants accèdent gratuitement aux productions scientifiques en ligne grâce aux partenariats négociés avec l'Unesco et l'Agence universitaire de la francophonie.

Riposte aux « grèves illimitées »

Et Muhindo Nzangi, pour qui « la numérisation des procédures administratives est un pilier de la modernisation de la filière », ne compte pas s'arrêter là : le gouvernement congolais vise à fournir 150 000 ordinateurs à la communauté étudiante, à qui il proposera des facilités de paiement.

Jean-Marie Kayembe, recteur de l'université de Kinshasa, salue un ministre « visionnaire », qui « s'est jeté à l'eau pour mener les réformes nécessaires » au secteur. Malgré ce soutien de poids, Muhindo Nzangi

ne fait pas l'unanimité chez les enseignants et les étudiants, dont certains représentants n'hésitent pas à évoquer un « show médiatique » et à reprocher au ministre d'instrumentaliser ses réformes à des fins politiques

« Un système de monitoring a été mis en place pour remédier aux maux systémiques qui rongent le secteur. »

– en juillet dernier, il a créé son parti, Action des volontaires pour la relève patriotique (AVRP). « Des réformes à visée politicienne auraient été bien plus consensuelles », rétorque-t-il.

De leur côté, les professeurs accusent le gouvernement de « vouloir maintenir les enseignants dans

une précarité sans pareille » et multiplie les appels au boycott en raison de la détérioration de leur pouvoir d'achat au fil des années. « Entre les promesses gouvernementales et les compromis non respectés, il y a un sentiment de trahison », glisse un membre du Réseau des associations des professeurs des universités et instituts supérieurs du Congo (Rapulco).

S'il réaffirme son engagement à revaloriser les salaires des enseignants et à les indexer au taux du dollar pour faire face à la dépréciation monétaire, Muhindo Nzangi n'est pas prêt à toutes les concessions devant la grogne de la profession.

Une riposte aux « grèves illimitées » est ainsi à l'étude : « Avec le ministre de la Fonction publique, nous étudions la possibilité de proposer une nouvelle loi pour définir les règles du droit de grève. Six mois de grève sur une année académique qui dure dix mois, c'est un abus », indique-t-il à Jeune Afrique. ●

stec
BUSINESS SCHOOL . PARIS

Grande École de commerce et marketing

BACHELOR
Bac+3 - Diplôme Visé

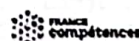
GRANDE ÉCOLE
Bac+5 - Grade de Master

MBA
Titre RNCP niveau 7



Business développement et innovation • Digital
Gestion d'entreprise • International Management
Entrepreneuriat • Finance • E-commerce • Data
Santé • Culture • Luxury • Digital • Événementiel
Communication • Marketing • Customer Care • Supply
Chain • Business International • Audit et contrôle
de gestion • Affaires internationales • Ingénieur
d'affaires

www.stec.fr - Info@stec.fr • 01.40.40.20.29



EN FRANCE



PORTRAIT

Samba Lo, chantre sénégalais du recrutement 2.0

Avec Socium, le jeune startuper veut bousculer le marché de l'embauche en Afrique francophone en dépoussiérant les relations entre talents et recruteurs.

MAUREEN SONGNE

Refuser une offre d'emploi chez Rothschild pour lancer sa start-up : symptomatique d'une génération de *millénials* désenchantée quant aux perspectives d'évolution dans une firme traditionnelle. Samba Lo, fondateur et PDG de Socium, a commencé sa carrière chez Deloitte comme data scientist, avant de passer par les banques d'investissement Goldman Sachs et Rothschild.

Le Dakarais de 29 ans, ancien de Polytechnique, a découvert l'entrepreneuriat en travaillant avec Marc Sarfati, cofondateur de Skeat, une solution de paiement par QR code dans les bars et restaurants. « J'ai compris qu'où je pouvais m'épanouir, ce n'était pas dans des entreprises traditionnelles, mais plutôt dans des endroits où je pourrais avoir de la flexibilité, de l'autonomie et un impact très fort », explique-t-il. Un impact qu'il choisit de maximiser en retournant dans son pays d'origine.

Partant de sa propre expérience de recherche d'emploi sur le continent, il fait le constat d'un manque de canaux de diffusion clairs pour les offres d'emploi et décide de fonder SociumJob.com, plateforme de recrutement en ligne officiellement créée en septembre 2021.

Trois mois seulement après la commercialisation de la plateforme – en novembre – il réalise un premier tour de table de 1 million d'euros, entre février et mai 2022, auprès des fonds

de capital-risque Breega, Teranga Capital, Kima Ventures et Evolem Capital. Dès la commercialisation, de grands comptes tels que EY (de son ancien nom Ernst & Young) ou Mazars – deux acteurs internationaux de l'audit – lui font confiance.

La recherche d'emploi se faisant généralement par le bouche-à-oreille, 70 % des candidats postulent dans les entreprises qu'ils connaissent, les PME et les start-up s'en trouvant pénalisées, estime Samba Lo, qui se

« Les salariés veulent une vision et de l'impact. Et les employeurs sont un peu en retard par rapport à ça. »

propose d'aider les sociétés à développer leur marque employeur. Selon lui, elles doivent faire plus qu'une simple annonce avec fiche de poste : les valeurs, l'environnement de travail et les bénéfices proposés sont essentiels, dans un nouveau paradigme où le salaire n'est plus le seul facteur de choix.

« Les salariés veulent une vision et de l'impact. Et les employeurs sont un peu en retard par rapport à ça. Par exemple, il faut savoir anticiper le fait que recruter un développeur web

implique de lui laisser de la flexibilité sur le télétravail », détaille Samba Lo. Socium propose également un outil RH qui accompagne le recruteur dans la sélection des profils grâce à un algorithme élaboré. Et, à terme, un outil de gestion des tests techniques et de personnalité, ainsi qu'un outil de gestion administrative.

Portefeuille clients équilibré

Alors qu'il comptait aider les PME à améliorer leur visibilité auprès des candidats, Samba Lo a été surpris de voir que ses premiers clients étaient de grandes firmes internationales, parmi lesquelles Huawei, Orange, Philip Morris, ou encore la Banque nationale d'investissement de Côte d'Ivoire et l'ADEPME, au Sénégal. Aujourd'hui, précise-t-il, le portefeuille clients est équilibré entre petites et grandes entreprises.

Malgré un démarrage en trombe, le développement de Socium fait face à plusieurs défis. D'abord, le secteur informel, qui emploie 95 % des jeunes Africains, selon la BAD.

Ensuite, la concurrence d'acteurs comme EmploiDakar.com ou EmploiSénégal.com, qui regroupent près de 3 000 offres sur leur site. Mais la levée de fonds de 2022 conforte l'entrepreneur, qui compte investir dans le recrutement, le marketing et la tech. Déjà présent au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Cameroun, il veut voir à terme sa start-up active dans toute l'Afrique francophone. ●



SOCIUM